

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Vers-le-II-eme-Sommet-de-la-CELAC>

Vers le II ème Sommet de la CELAC

- Empire et Résistance - Blocs régionaux - Celac -

Date de mise en ligne : jeudi 23 janvier 2014

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le gouvernement de Raúl Castro proposera de déclarer l'Amérique Latine et les Caraïbes comme « zone de paix » au « II ème Sommet de la [Communauté d'États latinoaméricains et caraïbes](#) (CELAC) », qui va se tenir à La Havane les 28 et 29 janvier 2014. La réunion abordera aussi une série de décisions pour combattre la faim et la pauvreté, et la promotion de la « sécurité alimentaire » dans la région. Enfin, une vingtaine de communiqués seront traités afin que l'organisme se positionne en face du blocus des Etats-Unis d'Amérique sur Cuba, la souveraineté argentine sur les Iles Malouines, et l'indépendance - et l'admission à la CELAC - de Porto-Rico, notamment.

« Il est important que les chefs d'État et les gouvernements de la région parviennent à un accord sur le fait que toute différence, tout conflit, soit toujours résolu par les voies du dialogue, de la négociation et qu'il ne passe jamais par la menace ni par l'usage de la force », a récemment affirmé le vice-chancelier cubain Abelardo Moreno, en référence à la proposition du gouvernement de Raúl Castro de déclarer l'Amérique Latine et les Caraïbes comme « zone de paix ».

Moreno a mis l'accent sur que le fait que les 33 pays qui composent la CELAC sont aussi associés dans l' « Organisme pour la Proscription des Armes nucléaires en Amérique Latine et dans les caraïbes (OPANAL) », espace qui propose une « région libre d'armes nucléaires ». Lors de la dernière Conférence Générale de l'OPANAL, qui s'est tenue à Buenos Aires en 2013, Cristina Fernández a critiqué la présence croissante « des sous-marins nucléaires » du Royaume-Uni dans les Iles Malouines. Cette plainte sur la violation du « Traité de Tlatelolco » - accord international signé dans le cadre d'OPANAL, qui établit la dénucléarisation du territoire de l'Amérique Latine et des Caraïbes - doit être ratifié par la CELAC dans le cadre de la déclaration de la « zone de paix » que cherche à promouvoir La Havane.

L'éradication de la faim et de la pauvreté, axe transversal

Un autre axe important devant être traité entre les présidents sera de proposer et définir des actions pour lutter contre la faim et la pauvreté dans notre continent, problèmes qui touchent plus de 50 millions de latinoaméricains et caribéens. En décembre dernier, les pays membres de Petrocaribe et de l'ALBA ont souscrit un plan d'action pour l'éradication de la faim et de la pauvreté, qui disposera de l'appui technique de la FAO (l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture).

La lutte concernant les problèmes structureux de nos pays trouve aussi des précédents dans la CELAC : résultat du I er Sommet à Santiago du Chili, en janvier 2013, la promotion de la « sécurité alimentaire » - c'est-à-dire, la disponibilité et l'accès physique et économique aux aliments - dans les pays de la région, qui a été suivi par la Iere Réunion de Hauts fonctionnaires sur l'Agriculture Familiale de la CELAC, au Brésil. « L'une des leçons laissée par la crise alimentaire de 2007 est que les pays les plus affectés ont été ceux qui dépendaient de l'importation agricole. Par cela, renforcer l'agriculture familiale c'est renforcer la sécurité alimentaire d'un pays », a remarqué à cette réunion Raúl Benítez, Représentant Régional de la FAO.

On espère que lors de la réunion de La Havane, la CELAC puisse avancer, comme l'ont déjà fait l'ALBA et Petrocaribe, à établir des plans conjoints pour s'attaquer à ce problème régional, en promouvant la « sécurité alimentaire » à travers d'une nouvelle impulsion de l'agriculture familiale. Le traitement est nécessaire : bien qu'en général il y a eu des avancées sur ce sujet ces dernières années, des pays comme Haïti, Guatemala et Paraguay, notamment font face encore à des situations compliquées, n'accordant pas la priorité à la résolution de ces problématiques.

La souveraineté de nos peuples, le point urgent

Plus d'une vingtaine de documents sur divers sujets liés à la souveraineté de nos peuples sont en cours d'élaboration au moment d'écrire ces lignes. Certains sont évidents par le consensus trouvé lors des sommets : le rejet - encore une fois - du blocus commercial, financier et économique que des USA imposent au pays-hôte, Cuba, et la réaffirmation de la souveraineté argentine sur les Iles Malouines.

La nouveauté sera sans doutes la proposition vénézuélienne, qui se trouve actuellement sur la table de travail du chancelier Elías Jaua : il s'agit d'un document pour exiger l'admission de PortoRico à la CELAC, qui sert afin de promouvoir de la même manière un débat sur le statut social néocolonial du pays, et la - encore éternelle - ingérence US en Amérique Latine et aux Caraïbes. Diverses organisations sociales et politiques portoricaines ont rapidement salué la proposition, en affirmant que « la CELAC n'est pas complète sans Porto Rico », comme le faisait récemment, Héctor Pesquera Sevillano, président du « [Mouvement Indépendantiste National Hostosiano](#) ».

Toutes ces définitions (et propositions) à caractère progressif pour l'Amérique Latine et les caraïbes -déclarer le continent comme « zone de paix », mettre en application des politiques pour l'éradication de la pauvreté grâce à la « sécurité alimentaire« , et ratifier diverses luttes pour la souveraineté que livrent nos peuples - rendent compte du moment historique auquel arrive la CELAC, sans doute le point le plus important dans l'intégration régionale de notre époque.

Le grand défi des gouvernements post néolibéraux de notre continent, surtout ceux qui ont majoritairement promu l'apparition de cet organisme, sera de donner une nouvelle impulsion à cela et à d'autres instances autonomes (ALBA et UNASUR, principalement). Ainsi , l'Amérique Latine traversera avec de moindres risques les tentatives de quelques gouvernements d'avancer dans une « restauration conservatrice », comme l'a dénoncé récemment Rafael Correa en faisant allusion à l' « *Alliance du Pacifique* » et sa subordination à Washington, le grand absent de la réunion à La Havane.

Juan Manuel Karg est diplômé en Science politique UBA et Chercheur au Centre culturel de la Coopération - Buenos Aires.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Estelle et Carlos Debiasi.

[El Correo](#). Paris, le 23 janvier 2014.